
Contexte et enjeux

1. Introduction

Il est évident que les choses ont fortement changé depuis 2019. L'enchevêtrement des crises (pandémie, guerres, migrations, inondations, crise énergétique...) met notre démocratie à l'épreuve. Si l'action politique n'est certainement pas simple à mener dans cette période et que la fragmentation politique et l'architecture institutionnelle de notre pays ne facilitent pas les choses, des crises comme celle du COVID-19 n'ont fait que remettre encore plus en évidence les faiblesses de notre système politique, notre impréparation par rapport à celles-ci et une « fatigue démocratique » régulièrement évoquée. Pour ces sujets comme pour d'autres (vieillesse de la population, transition écologique, réforme fiscale d'envergure...), nous sommes interpellé-es par le retard pris pour mettre en place de véritables mesures progressistes à la hauteur des enjeux.

Au niveau international, la situation démocratique est également marquée par le développement de forces politiques conservatrices, racistes et patriarcales. Nous ne pouvons que rappeler le combat essentiel contre tous les systèmes de domination structurelle, le soutien nécessaire aux luttes féministes, antiracistes et décoloniales partout dans le monde.

Par ailleurs, la montée de l'extrême droite nécessite plus que jamais l'alliance de toutes les forces progressistes, au nord comme au sud de notre pays. Le risque de voir une majorité en Flandre composée de la N-VA et du Vlaams Belang ne constitue plus aujourd'hui une dystopie.

2. Évolutions sociétales et enjeux importants pour Le MOC

2.1. La dimension démocratique

Nous constatons aujourd'hui une crise de la démocratie, notamment en ce qui concerne l'adhésion collective au projet démocratique, appelée parfois « fatigue démocratique ». Cette fatigue, causée par l'usure du système démocratique et ses dysfonctionnements, se marque par une démobilité à l'exercice du droit de vote, un manque d'espace d'expression et une défiance (désormais alimentée en flux continu sur les réseaux sociaux) envers tout ce qui semble institué : monde politique, monde médiatique, monde scientifique, syndicats, mouvements constitués. L'origine de cette fatigue démocratique trouve aussi sa source dans la crise de notre modèle socioéconomique, de plus en plus incapable de faire face de manière satisfaisante aux nombreuses fractures sociales vécues par les personnes précarisées. Elle est également renforcée par le manque de confiance dans une force collective capable d'obtenir la concrétisation de perspectives alternatives.

Par ailleurs, la gestion de la pandémie et ses successions de proto-

coles, avec l'instauration du pass sanitaire, mais aussi le renforcement du pouvoir exécutif sur le législatif, ont bousculé le champ culturel. La mise en place du contrôle du respect d'une série de règles s'est faite sans véritable concertation avec le secteur, reléguant celui-ci comme « non essentiel ». Durant cette période, la gouvernance par l'urgence, et par l'application de nouvelles règles limitant strictement la fonction culturelle dans son ensemble, a renforcé la crise démocratique évoquée plus haut.

Dans ce contexte, un projet nécessaire de démocratie approfondie, marquée par la délibération collective, doit nécessairement s'ancrer pour le MOC dans l'approfondissement des droits culturels. À côté de la participation citoyenne dans l'exercice du droit de vote de la démocratie représentative, davantage de droits et de moyens doivent être donnés et garantis à l'expression, à la délibération, pour toutes les composantes de la population, en particulier les plus vulnérables, dans une

démarche d'éducation populaire. Cette démarche est basée sur le principe d'un processus collectif, d'un cheminement, d'une délibération, dans un temps « long », qui peut accueillir les débats, les conflits. Les droits culturels et l'éducation permanente doivent donc être plus que jamais renforcés, alors que nous faisons face à des bouleversements (écologiques et numériques ² notamment).

Il existe aujourd'hui à côté de la démocratie représentative différents modes de participation avec des formes diverses (groupes de citoyen·nes, commissions délibératives avec des personnes tirées au sort, actions associatives et d'éducation permanente, participation de différentes organisations à des politiques publiques à travers la cogestion...), différents modes d'action (concertation, avis, interpellations, désobéissance civile...) qui se situent dans différents champs de la société (le monde du travail, culturel, politique, social) et sur différents niveaux de gouvernance (au niveau local, plus global). Pour le MOC, il faut éviter la mise en concurrence de ces modalités de débat et de délibération alors que les actions des corps inter-

médiaires constituent des leviers essentiels de la démocratie. Or, aujourd'hui, la concertation sociale est en danger, le rôle des interlocuteurs sociaux, dont les syndicats et les mutuelles comme cogestionnaires de la sécurité sociale, est remis en cause par certain·es. Les droits de grève et de manifestation sont également menacés par l'intervention de la justice et des forces de l'ordre dans les conflits sociaux ainsi que par l'intensification de politiques répressives ³, désarmant ainsi les travailleur·ses et les militant·es de leurs moyens d'action collective et déséquilibrant largement le rapport de force à leur désavantage.

2.2 La dimension écologique

Depuis plusieurs années, nous assistons à une prise de conscience (encore trop faible au niveau politique) de nos sociétés par rapport aux enjeux climatiques et environnementaux. Les changements climatiques et l'érosion des écosystèmes et de la biodiversité deviennent en effet de plus en plus graves et tangibles. Partout dans le monde, y compris en Belgique, les conséquences ne

2. Le MOC soutenant notamment la revendication de Lire et Écrire concernant le maintien de guichets administratifs physiques.

3. Voir les débats autour du projet de loi « anti-casseurs ».

peuvent plus être ignorées : réchauffement de la planète, hausse du niveau et réchauffement des mers et océans, fonte des glaciers, vagues de canicule et d'inondation, risques sanitaires, augmentation des crises alimentaires et sécheresses, menace d'extinction d'un million d'espèces, pollution, destruction de nos forêts et de nos océans, etc.

Les inondations que nous avons subies durant l'été 2021 en Wallonie illustrent également que le dérèglement climatique n'épargne pas notre pays tout en révélant de profondes inégalités sociales, la justice climatique ne concernant pas que les pays du Sud. Ce sont bien les plus vulnérables qui restent en première ligne face aux crises engendrées par le réchauffement alors que le mode de vie des ultra-riches est extrêmement plus polluant que celui des personnes en situation de précarité. Pourtant, tant les effets du changement climatique que les quelques actions entreprises sur celui-ci ont tendance à impacter davantage les deuxièmes.

C'est pourquoi une solidarité climatique, tant au niveau national qu'international, doit constituer la ligne directrice de toute action gouvernementale sur le sujet. Par ailleurs, la pandémie (2020) et la crise énergétique (2022) nous ont également démontré qu'un manque d'an-

ticipation en termes sanitaire ou d'autonomie énergétique peut entraîner des conséquences funestes, plus particulièrement pour les publics vulnérables. Et ce manque d'anticipation pourrait s'avérer bien plus dramatique avec le réchauffement climatique.

Lors de notre plaidoyer MOC en 2019, nous soulignions que la logique de croissance capitaliste nous conduit à une exploitation de plus en plus effrénée et insoutenable de l'environnement et de la vie des êtres humains. Celle-ci mène à l'impasse puisque les ressources nécessaires à cette production sont limitées. Le développement technologique de ces dernières années, comme le recours à la numérisation (avec des outils comme la 5G) ou l'électrification du parc automobile, qui sont vus par certain·es comme une solution aux difficultés écologiques actuelles, ne sont pour nous qu'une illusion et s'appuient eux-mêmes sur une logique énergivore et extractiviste, laquelle renforce l'exploitation de certains pays dans une logique néocoloniale.

Pour le MOC, la recherche de solutions face à l'effondrement écologique en cours, d'une part, et le combat pour plus de justice sociale, d'autre part, doivent être menés conjointement, dans le cadre d'une « transition juste ». Et ce combat ne pourra pas pour nous faire l'impasse

sur une réforme fiscale d'envergure afin de financer cette transformation écologique et sociale.

Cinquante ans après que le rapport Meadows a souligné les limites écologiques de la croissance, celle-ci reste un mantra sans cesse brandi pour ne rien changer. Face à ce « nouveau régime climatique », nous sommes, citoyen·nes, politiques, associations, entreprises, encore trop souvent démunies. Vu l'urgence et l'ampleur de la menace, nous devons tous et toutes nous mettre autour de la table et mener une réflexion approfondie, sans tabous, pour parvenir à faire basculer nos sociétés et enfin réussir à dépasser le court terme économique pour s'inscrire dans le long terme écologique.

2.3 La dimension internationale

Depuis les dernières élections de 2019, la situation mondiale a largement changé en raison des nombreuses crises auxquelles nous avons été confronté·es et elle a amené les questions internationales au centre des réflexions.

Tout d'abord, dès mars 2020, la pandémie de COVID-19 a confiné une majeure partie de la population mondiale. Cette crise sanitaire a montré de manière indéniable la dépendance de notre système éco-

nomique aux contraintes environnementales et aux flux internationaux ainsi que la fragilité de nos systèmes de santé tout en mettant en lumière les rôles que devrait davantage exercer l'Union européenne. Ces deux années de confinement ont également mis en exergue les inégalités de tous types tant nationales que mondiales, notamment les problématiques auxquelles sont confrontés les pays du Sud et pour lesquelles les pays du Nord portent une lourde responsabilité (conflits, dette, manque de services publics, travail informel ne donnant pas droit à une protection sociale décente, destruction de l'environnement, atteintes à la santé des populations et aux droits humains et sociaux), ainsi que les conséquences dans les pays du Nord de l'influence néolibérale et de l'orthodoxie budgétaire sur les services de santé, malgré des moyens importants mis en avant durant la pandémie.

Ensuite, et alors même que nous étions à peine sortis de cette crise, la Russie attaquait l'Ukraine, entraînant une reconfiguration des relations internationales et des équilibres géostratégiques ainsi qu'une crise humanitaire mettant des millions d'Ukrainien·nes sur les chemins de l'exil, montrant l'indispensable solidarité à avoir avec les mouvements sociaux et la population ukrainienne,

mais aussi avec les Russes opposés à l'invasion. Par ailleurs, cette guerre montre l'urgence de repenser la politique de sécurité européenne, la nécessité de renforcer nos réflexions sur les questions d'armement et de militarisation, sur les modalités de concrétisation de la solidarité internationale, ainsi que sur les modes de prévention et de résolution des conflits. De manière prioritaire, il est vital de garantir le respect du droit international, mais aussi le dialogue avec toutes les forces progressistes qui travaillent à la paix, à la justice et à la démocratie, que ce soit en Ukraine, comme partout dans le monde, notamment en Palestine.

La guerre entraîne des conséquences mondiales, que ce soit par

les menaces pesant sur la sécurité de différents pays, sur l'approvisionnement en céréales et autres denrées alimentaires et agricoles (par exemple les intrants azotés), ou en renforçant la crise énergétique à laquelle nos pays sont confrontés, montrant également l'urgence de repenser à grande échelle nos modèles agricoles (notamment en favorisant une agriculture plus respectueuse de l'environnement, plus locale et plus saine).

Ces différentes crises ne font que démontrer pour le MOC la nécessité et l'urgence de continuer à lutter pour des relations internationales et commerciales équitables, justes et respectueuses à la fois des droits humains et de l'environnement.

3. Quelle fabrique de l'avenir ?

Vu les conséquences des crises et les évolutions sociétales évoquées, nous devons désormais nous représenter un monde très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Un monde où les pratiques actuelles sont davantage remises en cause, un monde où nos principaux repères sont assurément bousculés et fragilisés : le rapport à l'espace et au temps, le rapport à la nature, le rapport au travail, le rapport aux savoirs, le rapport aux nouvelles technologies de la communication. Nous devons faire face à de nombreuses et profondes mutations, comme le bouleversement climatique, la destruction partielle des écosystèmes, l'« ubérisation » des conditions de travail ou l'intrusion massive de la digitalisation dans nos vies et dans les services.

Mais comment alors préparer l'avenir, la façon de vivre ensemble demain, en paix, en justice, en égalité ? Comment maintiendrons-nous et ferons-nous progresser nos droits fondamentaux, comment réinventerons-nous nos services publics, collectifs et non marchands ? Nous ne voulons pas d'un monde où seuls les plus riches pourront se soigner et se déplacer dans de bonnes conditions. Nous ne voulons pas d'un monde où les consultations sociales, médicales

ou juridiques se feront uniquement en ligne, dans la suite d'un développement numérique incontrôlé, particulièrement difficile pour les personnes précarisées, mais aussi pour une partie importante des aînés. Nous ne voulons pas d'un monde où nous serons notés pour nos bons ou mauvais gestes tel un épisode de science-fiction qui n'est plus si fictif, d'un monde où notre citoyenneté résiduelle connaîtrait son apogée dans des micro-actions individuelles alors que les enjeux sociétaux sont immenses. Nous ne voulons pas d'un monde où les choses sont jouées d'avance, d'un monde où le pouvoir des multinationales et de la finance supplante celui des États, met en péril le bien commun et où la dette publique est brandie comme un obstacle à toute évolution progressiste. Non, nous voulons d'un monde où l'action collective peut infléchir la fabrique de l'avenir.

Notre plaidoyer ne peut pas faire l'impasse sur l'importance cruciale de ce contexte et de ses implications, plus particulièrement en ce qui concerne notre vision d'une société profondément démocratique et émancipatrice pour demain, une société qui soit respectueuse de chacun·e, qui garantisse la justice et la solidarité.

4. Du courage politique et un nécessaire relais de nos revendications

Le fait est que nous n'en faisons pas assez pour anticiper ces changements. Nous peinons à gagner des batailles aussi essentielles que l'accueil des demandeur·ses d'asile, la prévention des violences faites aux femmes, ou encore la suppression du statut de cohabitant·e. Nos combats actuels semblent presque dérisoires face à l'étendue des défis de long terme. Alors que l'urgence écologique, par exemple, demande des mesures fortes en termes de réductions des émissions de CO2, notamment par la rénovation énergétique du bâti et le développement des transports collectifs et alternatifs, c'est un autre type d'urgence qui est évoquée aujourd'hui en totale contradiction, pour mettre en place la 5G et développer les aéroports, dans une dangereuse fuite en avant.

Alors, que doit-on faire pour être à la hauteur de ces enjeux, de cette urgence ?

Des partis politiques, dans cette séquence préélectorale, nous attendons un courage et un positionnement fort qui permettent de faire aboutir les dossiers. Même si

le contexte actuel est évidemment complexe, le blocage mutuel des partis doit pouvoir être transcendé par l'anticipation de l'avenir dans une perspective volontariste et mobilisatrice, par la construction de réponses que la population attend à nombre de problèmes qu'elle affronte au quotidien, en remettant en avant un État visionnaire, régulateur, préventif et protecteur.

Le MOC, en tant qu'organisation sociale, a également un devoir, une responsabilité. Celle de veiller à ce que les préoccupations légitimes de nos publics soient prises en compte par le monde politique, celle de porter et de gagner des combats avec les personnes concernées, victimes de fractures sociales toujours plus violentes. Et cela par notre capacité collective à *faire-savoir*, à *faire-pouvoir*, à mettre en place des alliances. Notre horizon, c'est donc la nécessaire mise en place d'une société qui doit impérativement allier les dimensions d'écologie et de solidarité.

En synthèse, nous sommes toutes et tous en charge de préparer et de réaliser l'avenir, d'en montrer

le chemin concret et de mener conjointement une action collective dans ce sens. Nous attendons des partis politiques et de leurs représentant·es qu'ils proposent leur vision sociétale et la manière dont ils estiment pouvoir anticiper les défis dans ce cadre. Nous attendons également des partis progressistes qu'ils relaient les revendications des mouvements sociaux de gauche.